

# Le monde paysan au Parlement wallon

17 Avril 2019



A l'occasion de la journée internationale des luttes paysannes, ce mercredi 17 avril, plus de 15 organisations du Réseau de soutien à l'agriculture paysanne (RÉSAP) se mobiliseront devant le Parlement wallon à Namur. Ils interpelleront les députés et réclameront une politique agricole cohérente, au service d'une transition à grande échelle vers une agriculture rémunératrice qui prenne soin de la nature et retrouve sa fonction première : nourrir la population.

Syndicats agricoles, ONG, associations, citoyennes et citoyens se rassembleront devant le Parlement wallon pour présenter leurs préoccupations et revendications aux parlementaires des différents partis. A quelques semaines des élections, cette mobilisation rappelle que notre système alimentaire actuel détruit l'agriculture paysanne et familiale en Belgique et dans le reste du monde. Pour le RÉSAP, il est urgent que chaque niveau de pouvoir soutienne le développement de l'agroécologie, une agriculture respectueuse de l'environnement et de l'être humain.

Avec la réforme de la politique agricole commune (PAC), la Commission européenne dit vouloir une agriculture plus verte et plus compétitive, tout en négociant de nouveaux accords de libre-échange. Pour le RÉSAP, ces objectifs sont incompatibles. Pour être compétitif sur le marché mondial, il faut s'aligner sur les prix les plus bas et continuer à privilégier une agriculture industrielle vouée à l'exportation. Ceci se fait au dépend de la préservation de la nature et du bien-être des productrices et producteurs. Catherine Tellier, membre du Mouvement d'Action Paysanne, précise : « *Le choix politique de soutenir l'agriculture industrielle a entraîné la disparition de 38 000 emplois en Belgique entre 1980 et 2016, et a contribué à l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre* ». Selon Anne-Laure Van der Wielen, de l'ONG SOS Faim, « *La diminution des coûts de production se fait au détriment des salaires décents et du respect de la nature. Les producteurs finissent par dépendre de subsides européens pour survivre. En même temps, les producteurs au "Sud" ne peuvent concurrencer ces produits subsidiés qui inondent leurs marchés locaux.* »

Les organisations du RÉSAP soumettent également des pistes de solution aux parlementaires. Pour elles, l'alimentation ne peut pas être considérée comme un quelconque bien commercial et doit donc être exclue des traités de libre-échange.

Astrid Ayrat, du syndicat agricole FUGEA ajoute : « *Les systèmes alimentaires doivent être organisés démocratiquement, par et pour les populations locales.*

*L'agroécologie et l'agriculture paysannes sont des alternatives à l'agriculture industrielle qui permettent de répondre aux défis environnementaux et sociaux, mais elles nécessitent un soutien de la part de tous les niveaux politiques pour se développer à grande échelle. »*

